

OPINIONS

La "vraie-fausse erreur" du FMI

Par Alain Faujas

Publié le 04 novembre 2014 à 17h32 - Mis à jour le 04 novembre 2014 à 17h32

• Lecture 4 min.

Début janvier, le Fonds monétaire international (FMI) a publié sur son site Internet un document intitulé "Erreurs de prévisions de croissance et multiplicateurs budgétaires" signé par Olivier Blanchard, son chef économiste, et Daniel Leigh, économiste au département de la recherche. Des commentateurs en ont conclu que le Fonds reconnaît s'être trompé dans ses calculs et que son erreur a aggravé les méfaits de l'austérité dans les pays en crise. Cette interprétation est un contresens.

D'abord l'information n'est pas nouvelle. En octobre 2012, à l'occasion de son assemblée annuelle à Tokyo, le Fonds avait publié dans son "Rapport sur les perspectives de croissance mondiale" un encadré dans lequel il affirmait que la puissance des multiplicateurs utilisés pour apprécier l'impact des mesures budgétaires sur la croissance avait été sous-estimée. Le multiplicateur ne semblait pas être de 0,5 comme on le croyait avant la crise de 2008-2009, mais être compris entre 0,9 à 1,7 en raison de *"la grave morosité économique, d'une politique monétaire contrainte par des taux proches de zéro et par des ajustements budgétaires synchronisés dans de nombreuses économies"*. Il renvoyait à des travaux plus approfondis la confirmation de l'erreur.

Notons ensuite que MM. Blanchard et Leigh n'utilisent pas le mot anglais *"mistake"*, mais celui d'*"error"* qui a une connotation technique. Et il est vrai que les prévisionnistes des institutions multilatérales ou du secteur financier privé passent leur temps à "se tromper", surestimant ou sous-estimant l'un des très nombreux facteurs qui font la vitalité ou la langueur d'une économie. Les frères Goncourt ne disaient-ils pas : *"La statistique est la première des sciences inexactes"* ?

"Nous avons tous cherché à comprendre le pourquoi de cet après-crise qui semblait atypique par sa gravité et sa durée, explique Bruno Cavalier, responsable de la recherche chez Oddo Securities. Si on la compare avec les précédentes crises financières graves, on comprend que ses à-coups ne sont pas étonnants. Le rapport du FMI permet de comprendre pourquoi les actions monétaires et budgétaires n'ont pas permis de préserver le schéma de reprise qui se dessinait il y a deux ans." Certains gouvernements y sont allés trop fort en matière d'austérité.

En publiant l'article de MM. Blanchard et Leigh qui confirme que les multiplicateurs varient *"selon les périodes et selon les économies"*, le Fonds ne se contente pas de faire progresser la recherche académique. Pour clouer le bec à ceux qui avaient contesté la pertinence de leurs conclusions, ses chercheurs ont souligné que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission européenne et The Economist Intelligence Unit s'étaient fourvoyés de la même façon.

En fait, le FMI se positionne dans le débat toujours d'actualité entre ceux qui avec Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, affirmaient que l'austérité budgétaire renforce la demande et ceux qui, comme Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, prétendent le contraire. Manifestement, le FMI penche plutôt du côté de ce dernier : de trop nombreux gouvernements européens ont voulu se montrer plus royalistes que le roi pour rassurer les marchés ou par dogmatisme. Ils ont ainsi étouffé la croissance, qui aurait permis de mieux rembourser leur dette et de préserver leur marché de l'emploi.

Naturellement, aucun pays n'est cité par le Fonds, mais il n'est pas impensable qu'il vise le Royaume-

Uni, l'Allemagne ou l'Espagne. Cela rappelle en mode mineur le terme de *"fous furieux"* que Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général du FMI, employait pour qualifier les responsables européens acharnés à redresser la Grèce à la hussarde.

"En voulant tout régler et tout de suite, les Etats de la zone euro ont sous-estimé les problèmes de leur secteur privé, l'état de leurs banques, l'endettement de leurs ménages et l'ampleur de l'ajustement à réaliser en Europe du Sud, complète Jean Pisani-Ferry, directeur du centre de réflexion Bruegel et chroniqueur au Monde. Nous risquons de payer politiquement très cher leur précipitation à sortir de la relance. Si 2013 est une mauvaise année, les populations auront-elles envie de poursuivre l'effort ?"

Le FMI ne conforte-t-il pas ainsi François Hollande qui, dans l'enceinte européenne, a réclamé à cor et à cri une relance de la croissance ? *"Pas sûr, répond Jean Pisani-Ferry, car le président français a fait de la responsabilité budgétaire sa marque de fabrique. En revanche, la position du Fonds l'arrangera quand on constatera le dérapage de la France en 2013 et son incapacité à atteindre les 3 % de déficits publics par rapport à son produit intérieur brut. Il est probable que les marchés lui diront alors : "d'accord pour ne pas rajouter de l'austérité à l'austérité, mais tenez vos promesses de réformes et devenez crédible en matière de dépenses publiques"."*

Il ne faut pas non plus se méprendre : le FMI n'appelle pas au laxisme. Il souligne même dans sa conclusion que ses *"résultats n'impliquent pas qu'une consolidation budgétaire n'est pas souhaitable"*.

Tout simplement, il appelle chaque gouvernement à ne pas appliquer de recette toute faite, mais à réfléchir à quelle vitesse et avec quelle intensité il peut rééquilibrer son budget sans nuire à sa croissance. Le b.a.-ba de la politique économique.

faujas@lemonde.fr

Service Economie

Alain Faujas

Services

CODES PROMOS avec Global Savings Group

- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats

Tous les codes promos